Allocution du président de la Polynésie française

Mercredi 10 novembre 2021

Mesdames et Messieurs de la presse

Chers publics qui nous regardent et nous écoutent,

Bonjour à toutes et à tous.

Je vous remercie d’avoir répondu présents à cette invitation.

Pour commencer je voudrais faire une mise au point.

Je voudrais vous inviter à la plus grande prudence et ne pas prendre pour argent comptant les rumeurs qui circulent. Tout cela est fâcheux.

Concernant les choix politiques et les soutiens, ils m’appartiennent en tant que Président du Tapura Huiraatira et en tant que Président du pays. Ils appartiennent également au conseil politique avec lequel ces choix sont préalablement débattus. C’est cela la règle. C’est de la démocratie.

Tant que le conseil politique et que moi-même, ne nous sommes pas exprimés, rien n’est décidé, rien n’est acté, et personne ne peut se prévaloir d’une décision qui n’a pas été prise ou d’une quelconque investiture. Ne prenez pas pour argent comptant les désirs des uns et les déceptions des autres.

Je comprends la nécessité pour les journalistes d’effectuer leur travail, et la contrainte que vous avez de de le faire chaque jour dans l’immédiateté et la pression de la concurrence. Mais vous devez aussi intégrer le fait que le temps politique n’est pas le temps médiatique. Ne voyez ici, chers journalistes, aucune leçon, car je n’ai pas de leçons à vous donner. Je vous invite simplement à la prudence.

-o-o-o-

Comme vous le savez, j’ai pris la décision de retirer la fonction de Vice-président à Monsieur Tearii Alpha. Cette décision a été actée le 5 novembre dernier. Je me suis expliqué dans un communiqué de presse qui vous a été envoyé.

Monsieur Tearii Alpha a accepté cette décision.

Tearii Alpha demeure ministre de l’Agriculture, de l’économie bleue et du domaine, en charge de la recherche. C’est un ministre compétent et qui connait bien son secteur. C’est aussi un compagnon de route politique de longue date. J’ai souhaité le conserver au sein du gouvernement. Il reste dans l’équipe.

Je lui ai retiré la fonction de Vice-président, car je le rappelle, sa position ne me semble pas compatible avec l’exemplarité que requiert la fonction de numéro deux du gouvernement, et qu’elle jette le trouble au sein de l’opinion publique. Je suis convaincu que lorsqu’on est un homme politique, les considérations individuelles doivent s’effacer devant la responsabilité collective.

Je lui ai laissé le temps nécessaire pour arrêter sa position. Vous me connaissez à présent, je cherche à comprendre, je ne décide pas brutalement. J’ai pris le temps de mûrir ma décision, tout comme j’ai laissé le temps à Tearii Alpha de mûrir la sienne. Mais vient un moment où il faut décider.

La loi organique de 2004 précise que le président nomme le vice-président et les ministres. Le président choisit le vice-président. Il a un rôle particulier. En plus de ses portefeuilles ministériels comme les autres ministres, il est chargé d’assurer l'intérim du président de la Polynésie française lorsque celui-ci est absent ou empêché. Il préside également le Conseil des ministres lorsque le président est absent.

Le Conseil des ministres adopte les lois de pays et les actes délibérés en son sein, ce qui engage la responsabilité du Président, du Vice-président et des ministres. En ne se soumettant pas à l’obligation vaccinale qu’il a lui-même soutenue lors du Conseil des ministres, il créée un trouble manifeste qui n’est pas compatible avec cette fonction importante de numéro deux de l’exécutif.

-o-o-o-

Le Vice-président est nécessairement un homme de confiance.

Vous vous en doutez bien, le choix ne fut pas facile, car plusieurs membres du gouvernement auraient pu prétendre à occuper cette fonction, par leur compétence, leur ancienneté leur fidélité et leur loyauté.

Afin de garantir la continuité des institutions, et bien que le statut m’accorde un délai de quinze jours pour le faire, j’ai décidé de nommer sans tarder un nouveau vice-président, en la personne de Jean Christophe Bouissou.

Jean Christophe Bouissou est un compagnon de longue date, nous nous connaissons bien. J’apprécie sa franchise et sa grande loyauté. Il a donc toute ma confiance. J’ai eu l’occasion de l’observer et de mesurer son implication, sa bonne maitrise des dossiers. Ce sont ses qualités humaines, sa grande capacité de travail et son sens du devoir, qui m’ont conduit à faire ce choix et à reconnaître un engagement politique vieux de plusieurs décennies. Son parcours professionnel et politique, entamé au début des années 90 l’a conduit à occuper de nombreuses fonctions. Il a été plusieurs fois ministre et porte-parole du gouvernement. Tout ceci fait de lui un choix naturel et logique. Je le remercie d’accepter cette responsabilité supplémentaire.

-o-o-o-

Cette modification n’est pas la seule. Vendredi après-midi, Madame Nicole Bouteau m’a remis sa démission. Elle m’a adressé une longue lettre pour expliquer son choix et j’ai entendu comme vous, ses déclarations lors de sa conférence de presse lundi matin.

Sa démission résulte directement de la situation de Monsieur Alpha. Madame Bouteau aurait souhaité que j’exclue totalement Tearii Alpha du gouvernement. Je ne peux pas aujourd’hui décemment l’exclure du gouvernement.

Indépendamment de ce sujet, et surtout pour une meilleure information du public et des partenaires sociaux, j’ai demandé à l’Assemblée de repousser de deux mois, au 23 décembre, la date de l’obligation vaccinale et des sanctions qui pourraient en découler. Un amendement a été voté par 44 Représentants sur 57.

Pour l‘heure, Monsieur Tearii Alpha est encore dans le délai pour se soumettre à cette obligation. J’aviserai donc à l’issue de ce délai. J’espère simplement que Monsieur Alpha profitera de ce temps supplémentaire pour se conformer à cette obligation, à laquelle j’apporte une grande importance pour les ministres.

Madame Bouteau ne l’accepte pas. Je n’ai donc pas d’autres choix que d’accepter sa démission que j’ai actée hier. Croyez bien que je le regrette, car j’apprécie le travail réalisé par Madame Bouteau qui s’est beaucoup impliquée, par son travail dans la gestion de la crise sanitaire et qui a la reconnaissance des professionnels du tourisme, un secteur essentiel au redressement de notre économie.

J’ai pensé que tout ce travail réalisé jusqu’à aujourd’hui, que toute cette implication auprès des professionnels du tourisme, méritaient, pour elle et pour eux, pour le gouvernement qui l’a soutenue, de dépasser les divergences personnelles. Hélas ce n’est pas le cas, et je le déplore.

Toutefois, je respecte le choix de Madame Bouteau qui conserve toute mon estime et ma reconnaissance pour le travail réalisé durant ces années, et notamment durant cette pandémie que nous subissons encore.

-o-o-o-

Afin d’assurer la continuité de l’action du gouvernement, j’ai décidé de répartir les portefeuilles qu’occupait madame Bouteau auprès d’autres ministres.

Outre ses portefeuilles actuels, Monsieur Yvonnick Raffin sera également ministre du tourisme, en charge d’Air Tahiti Nui, puisqu’il siège déjà au conseil d’administration de notre compagnie aérienne.

J’ai confié le travail et le dialogue social à Madame Christelle Lehartel, actuelle ministre de l’Éducation.

Monsieur René Temeharo assurera les relations du gouvernement avec les institutions.

La tâche qui nous attend est importante, mais je ne voulais pas effectuer des changements majeurs alors que le gouvernement travaille en ce moment sur les arbitrages du budget 2022 que nous nous apprêtons à présenter devant l’Assemblée. Le gouvernement franchira cette étape en ordre resserré. Je souhaite d’abord passer cette échéance budgétaire importante avant d’envisager un éventuel remaniement du gouvernement.

-o-o-o-

Les dissensions sont inévitables, elles font parties des aléas de la vie politique, même au sein des familles les plus soudées. Cela fait toujours mal et c’est regrettable.

Je vous rappelle tout de même, que jeudi dernier à l’Assemblée, la majorité a fait preuve d’unité en votant comme un seul homme, la loi sur l’obligation vaccinale.

Je crois que c’est l’effet collatéral d’une crise plus large qui résulte de cette pandémie qui a mis tout le monde à l’épreuve et qui bouscule les repères.

Et c’est pour cela qu’il est essentiel d’en sortir et de rester unis, de rester solidaires. Je l’ai dit, je le redis, et je le redirais encore et encore, nous ne résisterons pas à une quatrième vague. Nous devons être responsables et nous devons rester mobilisés.

Ces petits changements au sein du gouvernement font partie de la vie politique. Soyez rassurés, tout ceci n’ébranle pas ma détermination et encore moins ma volonté d’avancer. Bien au contraire, l’adversité stimule ma combativité. Le gouvernement met toute son énergie à préparer le projet de budget 2022 qui tracera pour l’année prochaine les grands axes des mesures envisagées pour traverser les effets de cette crise.

Ce qui m’importe avant tout, c’est le sort de notre population, car c’est notre responsabilité. Je suis préoccupé par la situation sociale de certains d’entre nous qui souffrent. La tâche est considérable, et les enjeux très importants pour la cohésion de notre communauté. Gardez confiance. C’est cela qui me motive.

Je ne vois dans ces petits « peapea » internes que des péripéties secondaires, certes fâcheuses, mais secondaires, voire minimes au regard des enjeux tellement plus importants qui doivent mobiliser notre énergie et notre volonté. Il faut revenir à l’essentiel et ne pas se disperser.

Le passé appartient au passé, on n’y peut plus rien changer, ce qui importe c’est l’avenir.

-o-o-o-

C’est pourquoi je voudrais partager avec vous deux évènements heureux qui viennent de se produire et dont nous devons tous être fiers.

Mais avant cela je veux vous parler de la situation sanitaire. Elle s’améliore considérablement et c’est aussi une excellente nouvelle.

Nous n’avons enregistré aucun nouveau décès depuis le 26 octobre dernier, soit depuis 15 jours. Nous n’avons enregistré que 15 nouveaux cas en 24 heures et sur les 15 hospitalisations en cours, seules 5 sont encore en réanimation et 8 en traitement Covid long. Ces chiffres peuvent laisser penser que le danger est derrière nous. Ce serait une grave erreur.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, vient d’annoncer que la troisième dose de vaccin sera désormais obligatoire pour les personnes de plus de 65 ans s’ils veulent obtenir le pass sanitaire. Chez nous, la troisième dose est déjà recommandée au-delà de 60 ans. Saisissons cette chance. Nous disposons encore à ce jour de 150 000 doses.

Partout dans le monde, la pandémie repart à la hausse, en Russie, en France, aux États Unis, en Allemagne et dans bien d’autres pays. Cette situation qui intervient après une nette amélioration, montre surtout que nous ne devons pas relâcher nos efforts.

En Polynésie, le point sanitaire de ce matin, révèle :

* une circulation locale un petit peu plus active du virus,
* un coronavirus capable, comme ailleurs, de muter localement en trouvant un terrain favorable chez les personnes non vaccinées.

Souvenez-vous, le 10 juin dernier nous étions dans la même situation qu’aujourd’hui. La vie normale semblait enfin pouvoir repartir. Nous avons assoupli les restrictions, levé le confinement. Nous savons tous ce qui s’est passé. L’épidémie est repartie de plus belle, avec le variant Delta. En deux mois, nous sommes passés de 142 décès à 636 décès. Personne n’aurait pensé cela possible. Notre hôpital était saturé, il a fallu faire appel à l’aide extérieure, de la Nouvelle Calédonie et solliciter le soutien de la réserve sanitaire.

Voulons-nous que cela se reproduise ?

Tirons les enseignements d’une situation aussi funeste !

Aujourd’hui, 10 novembre 2021, cinq mois plus tard, nous sommes exactement dans la même situation que le 10 juin 2021.

Alors j’entends dire, comme si c’était une excuse pour minimiser les effets du virus, que de toute façon ces personnes étaient condamnées, car elles souffraient déjà de comorbidités et de pathologies qui les mettaient en danger. C’est inexact. Je voudrais dire à ceux qui disent ce genre de chose avec une légèreté presque choquante : de grâce, n’ajoutons pas le mépris au deuil ! Il y a quelque chose d’indécent à s’exprimer de la sorte.

Aujourd’hui, 55,3% de la population totale est vaccinée, soit précisément à la date d’hier, 152.714 personnes. C’est insuffisant pour être à l’abri des ravages du virus. Nous estimons qu’il manque 80 000 personnes de plus de 12 ans à la vaccination. Car, en cas de reprise épidémique, le virus variant s’attaquera plus facilement aux personnes non immunisées et fera plus facilement des ravages parmi elles. Encore une fois, mon appel à la vaccination n’a pour seul but que de protéger ma population. Je veux protéger notre population par un vaccin qui ne présente aucun danger médical.

Je peux vous dire qu’aujourd’hui, que le stock de vaccins dont nous disposons, permet d’atteindre cette immunité collective. Nous disposons de 150.532 doses de vaccins en stock, 150.000 doses, vous m’entendez bien, ce qui permet de vacciner précisément 80.733 personnes. En utilisant ces doses de vaccins disponibles, nous serions 233.747 personnes à être vaccinées sur une population totale de 281.000 personnes, soit 83% de la population totale.

Le variant Delta peut muter. Il se propage d’autant plus facilement que la vaccination est faible. Nous ne sommes donc pas à l’abri du risque que le virus présent en Polynésie française opère sa propre mutation. Ce qui serait catastrophique. C’est un risque que je ne veux pas prendre. Les épidémiologistes constatent que plus la vaccination est importante, moins le virus à des risques de muter.

Nous avons en notre possession les outils pour rendre ce virus moins nuisible et retrouver une vie presque normale.

C’est pourquoi, chers amis, je vous appelle à vous mobiliser en faveur de la vaccination. Je voudrai dire à celles et ceux qui hésitent encore, que le vaccin est la meilleure solution qui nous est offerte et dont nous disposons aujourd’hui. La vaccination a fait ses preuves sur des milliards de personnes à travers le monde. Il est désormais prouvé que la vaccination préserve des formes les plus graves et préserve la santé du plus grand nombre, en même temps qu’elle évite la saturation des hôpitaux. C’est ce qui est important.

Souvenez-vous, 95% des personnes décédées chez nous n’étaient pas vaccinées. La situation que je vous décris repose donc sur des chiffres réels et incontestables. La seule leçon à tirer de cette réalité est que le vaccin protège plus facilement la vie humaine. Aucune personne ne peut le nier ou le contester.

Depuis le 6 novembre, les frontières internationales rouvrent et nous recevons à nouveau des touristes. Tous les visiteurs arrivant chez nous, en provenance de métropole ou des Etats-Unis, sont tous vaccinés. C’est désormais une obligation incontournable. Nous pouvons donc les accueillir en sécurité, tout en préservant les efforts de distanciation et les gestes barrières. Ceci nous permet d’envisager une reprise progressive de l’activité touristique.

Les fêtes de fin d’année approchent. Nous avons tous hâtes de nous retrouver en famille ou entre amis à l’occasion de Noël et du Nouvel an. Mais ma crainte, c’est que nous relâchions notre vigilance et qu’une nouvelle vague ne nous submerge au début de l’année prochaine, voire, sans attendre, pendant les fêtes. Je l’ai dit tantôt, l’épidémie reprend dans de nombreux pays qui ont assoupli leurs contraintes sanitaires.

Alors, soyons prudents et responsables. Nous n’avons pas fait tous ces sacrifices pour ne tirer aucune leçon. Ne baissons pas la garde. Restons vigilants. J’entends beaucoup de personnes dirent que le danger est derrière nous. C’est une grave erreur. Chers amis, vaccinez-vous. Ayez confiance. Se faire vacciner est un acte d’amour car en le faisant, nous nous protégeons et nous protégeons ceux que nous aimons.

-o-o-o-

Enfin je voudrais terminer sur une note encore plus positive et revenir sur deux évènements majeurs.

Le premier est la belle victoire que nous avons remportée dans l’attribution des Jeux du Pacifique en 2027, dans cinq ans. Notre pays a remporté le vote devant le Vanuatu qui était pourtant mieux armé financièrement que nous, car sponsorisé par un pays d’Asie.

22 pays du Pacifique ont participé à ce vote et la Polynésie l’a emporté à une très large majorité.

Preuve que notre pays est encore très attractif. Preuve que nos frères du grand Pacifique portent sur nous un regard bienveillant et positif. Ils croient en nous.

C’est une formidable aubaine pour notre jeunesse, pour nos athlètes, pour tout le monde sportif et culturel. Le dossier de la Polynésie française était bien étayé, et il était porté par le monde sportif, par le COPF, le Comité Olympique de Polynésie française, avec le soutien naturellement du gouvernement.

Le Pacifique a fait le choix du sport et le choix de notre pays pour accueillir les Jeux de 2027. Ce choix résonne aussi comme une victoire sportive mais aussi diplomatique au milieu de la bataille d’influences que se livrent les grandes puissances dans notre région, notamment les États-Unis, l’Australie et la Chine.

En faisant le choix de la Polynésie française, les États insulaires du Pacifique adressent aussi un message à la France et à l’Europe.

Le second évènement c’est l’organisation en 2024, dans deux ans maintenant, des Jeux Olympique en Polynésie française. J’ai signé hier matin ici-même la convention « Terre des Jeux 2024 » avec le directeur général du comité Paris 2024, Monsieur Etienne THOBOIS. C’est la première fois qu’une collectivité d’outre-mer française participe aux Jeux Olympiques. La France elle-même n’avait plus accueilli les Jeux depuis 38 ans.

J’ai indiqué au directeur général du comité Paris 2024 combien nous sommes fiers d’accueillir les compétitions de surf. Il nous a donné l’assurance que ces Jeux restent conformes à l’esprit olympique et à l’esprit de la convention « Terre des Jeux 2024 », qui s’inscrit dans un respect des lieux et un héritage durable.

Le site restera préservé et ne sera pas transformé. Les aménagements qui pourraient y être apportés seront éphémères et démontables.

Etienne Thobois s’est engagé à ce qu’aucune construction ne vienne défigurer les lieux. Pour le comité organisateur des JO 2024, les jeux olympiques de 2024 s’adapteront au site naturel de Teahupoo et non l’inverse. L’esprit et le message du comité organisateur sont clairs et sans ambiguïté.

Le village de Teahupo’o sera le coeur des Jeux et le comité souhaite que cela puisse se faire en totale harmonie avec la population et la commune, tant en matière d’hébergement, que de logistique et de transport.

Les prochains JO se dérouleront ensuite en 2028 en Californie, puis en 2032 en Australie.

Le Pacifique devient donc un des épicentres olympiques pour l’avenir, et les épreuves de surf de Teahupo’o, qui auront pour cadre sa vague mythique, seront une belle opportunité pour nos futurs athlètes surfeurs de se préparer aux JO de l’avenir en 2028 et 2032.

Je les encourage à s’y préparer car je sais que nous avons les talents et les ressources nécessaires. C’est d’ailleurs un enfant du pays, Hira Teriinatoofa, qui a été officiellement nommé entraîneur de l'équipe de France de surf. Les JO de 2024 apporteront au Pays et à ses athlètes locaux un rayonnement mondial à nul autre pareil. C’est une consécration mondiale pour la vague mythique de Teahupo’o et un retour aux sources pour le surf devenu discipline olympique.

Je suis heureux de ces perspectives, notamment pour notre jeunesse. Je suis heureux que notre pays ait été choisi et reconnu. Je voulais partager avec vous cet enthousiasme et ces espérances que je place en vous pour vaincre ensemble la pandémie.

Enfin un dernier mot, permettez-moi d’avoir une pensée pour mon ami Michel Buillard. Le maire de Papeete est actuellement hospitalisé à Nice. Il va mieux de jour en jour et j’espère le revoir bientôt parmi nous. Je lui adresse en mon nom et au nom de tout le gouvernement nos vœux de prompt rétablissement.

Je vous remercie.